

Université

de Strasbourg

**REPLACEMENT DES ASSISES
DE
L'AMPHITHEATRE MARESQUELLE**

Maître d'Ouvrage :

UNIVERSITE DE STRASBOURG

**Direction du Patrimoine Immobilier
18, rue Goethe
67081 STRASBOURG cedex**

Architectes :

Locus Architectes

32, rue Jules Rathgeber
67100 Strasbourg
Tel : 03 88 32 56 10



Dossier n°362

Date
24/01/2024

Phase
PRO

Indice V3

**DESCRIPTIF DES TRAVAUX – CCTP
LOT 01 Mobilier**



1. TRAVAUX DU LOT	3
1.1 – CLAUSES COMMUNES PROPRES AU CHANTIER	3
1.1.1. Objet du chantier	3
1.1.2. Environnement général du chantier	3
1.1.3. Réglementation applicable	4
1.1.5. Prescriptions particulières concernant les travaux en réhabilitation	11
1.1.6. Prescriptions particulières concernant les travaux en site occupé	15
1.1.7. Prescriptions particulières concernant tous les lots	18
1.1.8. Installations communes du chantier et gestion du compte prorata	19
1.1.9. Limites de prestation	19
1.2 – CLAUSES GENERALES PROPRES AU PRESENT LOT	20
1.2.1. Objet des travaux	20
1.2.2. Documents techniques contractuels	20
1.2.3. Installations communes propre à l'entreprise	20
1.2.4. Présence de plomb et d'amiante	20
1.2.5. Protection des existants	20
1.2.7. Dossier de phase de préparation :	21
1.2.8. Coordination avec les autres corps d'état	21
1.2.9. DOE	22
1.3 – DESCRIPTION DES TRAVAUX	24
1.3.1 Déposes	24
1.3.2 Prototypes	24
1.3.3 Assises en bois	24
1.3.4 Dossiers en bois	25

1. TRAVAUX DU LOT

1.1 - CLAUSES COMMUNES PROPRES AU CHANTIER

1.1.1. Objet du chantier

Objet des travaux :

Travaux d'entretien dans un Etablissement recevant du public de 3^e catégorie.

Les travaux comprennent à l'intérieur de l'amphithéâtre Maresquelle, Institut de Botanique, rue Goethe à Strasbourg les éléments suivants :

- . La dépose et le remplacement des assises de l'amphithéâtre Maresquelle,
- . La dépose et le remplacement des tablettes
- . La dépose et le remplacement de l'éclairage d'ambiance et les éventuels travaux accessoires y compris moyens d'accès en hauteur

Intervenants :

Maître d'Ouvrage : Unistra M Kubler

Maître d'œuvre : Locus Architectes

Diagnosticur amiante/plomb : AC Environnement

Contrôleur technique : à désigner par maître d'Ouvrage

CSPS : à désigner par maître d'Ouvrage

Lots de travaux :

Le chantier est décomposé en lots de travaux :

- . Lot 1 : Mobilier
- . Lot 2 : Tablettes
- . Lot 3 : Eclairage

Labels : sans objet

1.1.2. Environnement général du chantier

Pièces écrites

- Planning prévisionnel d'exécution des travaux
- CCTP, DPGF

Documents graphiques :

- Dossier de plans projet « 362-2.01-Etat projeté »
- Dossier de plans existant « 363-2.01-Etat existant »

Diagnostics :

- Le dossier de diagnostic technique établi par AC Environnement référence « 002ER 120277 » du 7/06/2022

Accès du terrain, voie d'accès au terrain, aire de chantier, voie publique

Accès par les circulations existantes

L'accès du chantier pour l'entreprise se fera par : la rue Goethe

Connaissance des lieux

Par le fait d'avoir remis son offre, l'entrepreneur est réputé :

- s'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;

- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Il ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

Contenu du prix du marché

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprendront implicitement :

- l'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations de chantier ;
- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- tous les agrès, engins ou dispositifs de levage nécessaires à la réalisation des travaux ;
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- la fixation par tous moyens de ses ouvrages ;
- l'enlèvement de tous les gravois de ses travaux ;
- la protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- l'établissement des plans d'atelier et de chantier ;
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remise au maître d'ouvrage à la réception des travaux ;
- et tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux ;
- les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- le ramassage et la sortie des déchets et des emballages ;
- le tri sélectif des emballages et des déchets et l'enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur ;
- la remise au maître d'ouvrage lors de la réception de :
 - la ou les notices de fonctionnement ;
 - la ou les notices d'entretien.
 - le dossier des ouvrages exécutés

Plans de récolement

Les plans de récolement seront à établir par l'entrepreneur.

Sur ces plans figureront tous les ouvrages du marché.

L'établissement des plans de récolement n'est pas rémunéré par un prix spécial. Celui-ci est implicitement compris dans les prix du marché.

1.1.3. Réglementation applicable

A. Type de marché

Le présent marché est un marché public

Il déroge aux documents suivants : néant

B. Réglementation générale

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment tous les documents suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

- le Code civil ;
- le Code de la construction et de l'habitation ;
- le Code général des collectivités territoriales ; ;
- le Code des communes ;
- le Code de la santé publique ;
- le Code de l'environnement ;
- le Code de l'urbanisme ;
- le Code rural ;
- le Code du travail ;
- tous les autres codes applicables ;
- le Règlement sanitaire national et/ou départemental ;
- la Réglementation sécurité incendie ;
- les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché ;
- etc.

C. Exigences fondamentales

L'entrepreneur devra respecter l'ensemble des exigences qui s'appliquent aux projets de construction, notamment :

- la sécurité incendie ;
- l'accessibilité handicapé ;
- la prévention des risques naturels et technologiques (sismiques, inondations, etc) ;
- la protection contre le bruit ;
- la santé des occupants et la protection de l'environnement (amiante, plomb, radon, etc) ;
- la performance énergétique et la réglementation thermique ;
- l'éco-construction et la qualité environnementale du bâtiment.

L'entrepreneur devra dans tous les cas respecter la réglementation concernant :

- la réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ;
- le comportement au feu des ouvrages en place.

Les étiquetages d'identification des matériaux et matériels devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal d'essai.

Les réactions au feu des matériaux et matériels devront toujours répondre aux exigences de la réglementation de sécurité contre l'incendie selon le type de locaux concernés.

- Le maître d'œuvre a tenu compte de ces exigences dans les documents particuliers du marché.
- Il incombera à l'entrepreneur de vérifier que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation sécurité contre l'incendie du local concerné.

En tout état de cause, il incombe à l'entrepreneur et à son fournisseur d'apporter la preuve du classement au feu des matériaux et matériels concernés.

L'entrepreneur devra remettre le procès-verbal de classement délivré par un laboratoire agréé par le ministère de l'Intérieur. Ce document indique le classement attribué.

Prescriptions concernant les produits et matériaux (Rappels)

A. Règlement européen Produits de construction - Marquage CE

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs. Transposées en droit français, leurs exigences deviennent alors applicables dans le cadre de la réalisation de travaux du présent marché.

Le Règlement Produit de Construction (RPC, règlement (UE) n° 305/2011) s'applique à un produit de construction lorsqu'il est mis à disposition sur le marché, ce qui signifie fourni sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale (à titre onéreux ou gratuit).

Les exigences relatives à un produit de construction sont précisées dans des spécifications techniques harmonisées. Ces spécifications techniques harmonisées sont :

- les normes harmonisées ;
- les documents d'évaluation européens.

Le RPC impose que tout produit de construction, lors de sa mise à disposition sur le marché, conforme à une norme harmonisée ou à une Évaluation Technique Européenne dont il a fait l'objet à la demande du fabricant, fasse l'objet de l'établissement d'une déclaration de performances et soit marqué CE. Le fabricant s'engage sur la performance de son produit.

Dans le cas d'un produit de construction pas couvert ou pas totalement couvert par une norme

harmonisée, le fabricant peut demander une Évaluation Technique Européenne (ETE). La démarche est alors volontaire ; par contre, une fois l'ETE obtenue, le fabricant devra établir une déclaration de performance et marquer CE ce produit.

L'entrepreneur aura le choix entre des produits bénéficiant d'une déclaration de performance et marqués CE et des produits non concernés par cette disposition. Dans tous les cas, il devra choisir un produit ayant des performances adaptées à l'ouvrage qu'il doit réaliser.

Les dérogations à l'établissement d'une déclaration de performances font l'objet de l'article 5 du règlement (UE) n° 305/2011 : « Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, et en l'absence de dispositions nationales ou de l'Union exigeant la déclaration des caractéristiques essentielles là où il est prévu que les produits de construction soient utilisés, un fabricant peut s'abstenir d'établir une déclaration des performances lorsqu'il met sur le marché un produit de construction couvert par une norme harmonisée, lorsque :

- le produit de construction est fabriqué individuellement ou sur mesure selon un procédé autre que la production en série, en réponse à une commande spéciale, et est installé dans un ouvrage de construction unique identifié, par un fabricant qui est responsable de l'incorporation en toute sécurité du produit dans les ouvrages de construction, dans le respect des règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;
- le produit de construction est fabriqué sur le site de construction en vue d'être incorporé dans l'ouvrage de construction respectif conformément aux règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;
- le produit de construction est fabriqué d'une manière traditionnelle ou adaptée à la sauvegarde des monuments selon un procédé non industriel en vue de rénover correctement des ouvrages de construction officiellement protégés comme faisant partie d'un environnement classé ou en raison de leur valeur architecturale ou historique spécifique, dans le respect des règles nationales applicables. »

En conséquence, la déclaration de performance et le marquage CE ne sont pas requis pour une partie d'ouvrage élémentaire façonnée par l'entrepreneur qui la met en œuvre lui-même sur site.

Les éléments d'information nécessaires à la mise en application du marquage CE en lien avec le RPC sont disponibles sur le site www.rpcnet.fr.

B. Produits et procédés innovants

B.1 Appréciation technique d'expérimentation (ATEx)

L'ATEx est une procédure rapide d'évaluation technique formulée par un groupe d'experts sur tout produit, procédé ou équipement ne faisant pas encore l'objet d'un Avis Technique, afin de faciliter la prise en compte de l'innovation dans la construction.

B.2 Évaluation technique européenne (ETE)

L'Évaluation technique européenne (ETE) a été mise en place par le Règlement Produit Construction. L'ETE remplace progressivement les Agréments Techniques Européen (ATE). L'ETE est délivrée par un organisme d'évaluation technique, à la demande d'un fabricant, sur la base d'un document d'évaluation européen élaboré en amont. Si ce document d'évaluation européen existe, l'organisme d'évaluation technique l'utilise comme référentiel pour réaliser l'ETE, sinon, il doit en premier lieu rédiger ce document d'évaluation européen et le faire approuver par les autres organismes d'évaluation technique.

B.3 Le Pass'Innovation

Le Pass' Innovation est une procédure récente d'évaluation technique des innovations initiée au CSTB pour répondre au besoin de rapidité ressenti dans l'intégration en France des solutions techniques méritant un développement urgent, notamment celles contribuant aux orientations données par le Grenelle de l'Environnement. Cette procédure d'évaluation s'adresse principalement aux techniques bénéficiant déjà d'un retour d'expérience réussi ou d'une évaluation étrangère favorable d'aptitude à l'emploi.

B.4 Évaluation Technique Préalable de Matériau (ETPM)

Il arrive que l'industrie propose un matériau ou un semi-produit innovant qui n'a pas de destination précise dans le bâtiment, mais qui interviendra comme constituant de divers produits, procédés ou équipements entrant dans le domaine de plusieurs Groupes Spécialisés.

Pour pouvoir formuler les Avis Techniques demandés pour ces produits, procédés ou équipements, les

Groupes Spécialisés ont besoin de connaître les propriétés attribuables au matériau ou semi-produit nouveau. Mais ils n'ont pas nécessairement la compétence indispensable pour évaluer ces propriétés (de durabilité, par exemple). D'autre part, le souci de cohérence impose que les divers Groupes Spécialisés aient les mêmes bases de travail. C'est pourquoi, dans un tel cas, il est demandé à un Groupe Spécialisé compétent ou à un Groupe ad'hoc de procéder, sur le matériau ou semi-produit nouveau, à une évaluation destinée principalement à constituer la base de travail commune dont auront besoin les Groupes Spécialisés éventuellement concernés ultérieurement. C'est L'ETPM.

B.5 Certification et classements de produits

Démarche volontaire, la certification garantit la constance de la fabrication d'un produit par rapport à des caractéristiques et des performances spécifiques voulues ou définies.

Par l'intervention d'un organisme indépendant, impartial et compétent qui vérifie la régularité et l'efficacité des contrôles effectués par le fabricant, la certification de produit apporte à l'utilisateur :

- la constance de fabrication d'un produit et de ses performances ;
- la certitude de l'adaptation d'un produit à une utilisation donnée ;
- une réduction de ses contrôles de réception ;
- une traçabilité permettant des recours éventuels plus aisés.

B.6 Prescriptions environnementales

Les prescriptions environnementales concernent ce marché se veulent responsables au regard de l'environnement et/ou du social.

Des clauses d'obligation de moyens (utilisation de produits écocertifiés ou répondant à certaines normes sociales, environnementales ou éthiques) ou des clauses d'exclusion peuvent figurer dans le descriptif de chaque lot.

Ce marché est soucieux :

- de la restauration, de la protection des milieux naturels et de l'environnement ;
- de donner du travail à des personnes en situation de handicap ou à des personnes en difficulté sociale. Les critères sociaux sont généralement intégrés dans les chantiers d'insertion ou des chantiers écologiques (type gestion différenciée) permettant, par exemple, un travail manuel plutôt que mécanique ou rejetant les produits chimiques.

Prescriptions concernant la mise en œuvre

L'entrepreneur devra pour la mise en œuvre qu'elle soit courante ou non courante, traditionnelle ou non traditionnelle se référer aux textes techniques de références, notamment :

- les DTU et NF-DTU ;
- les normes ;
- les Eurocodes ;
- les documents généraux d'avis techniques, CPT et avis techniques ;
- les cahiers du CSTB ;
- les guides techniques, guides d'Agrément Technique Européen ;
- les fiches d'application et solutions techniques ;
- les règles et recommandations professionnelles acceptées par la C2P ;
- les Règles de l'Art Grenelle Environnement.

Chaque CCTP dresse un inventaire détaillé des règles à respecter pour l'exécution de l'ouvrage.

Réglementation concernant la sécurité et la santé des ouvriers

En matière de santé et de sécurité au travail, le chef d'entreprise a une obligation de résultat. Cela implique qu'il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter la réglementation en vigueur, assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de tous ses salariés, y compris de ses salariés temporaires (intérimaires, stagiaires, CDD).

À ce titre, il doit prendre différentes mesures qui comprennent :

- des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail ;
- des actions d'information et de formation ;
- la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

Ces mesures doivent être adaptées en cas de changement de circonstances ou pour améliorer les situations existantes et elles doivent se baser sur les principes généraux de prévention.

Tous les frais liés à la sécurité et la santé pour l'entrepreneur sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés. Dans le cas où l'entrepreneur ferait intervenir une ou des entreprise(s) sous-traitante(s) et/ou un ou des travailleur(s) indépendant(s), amenés à travailler simultanément, la mise

en place d'un coordonnateur sécurité est obligatoire. Toutefois, malgré son rôle et les missions de santé et de sécurité qui lui sont confiées, son intervention ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités des autres intervenants (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entreprise(s) sous-traitante(s), travailleur(s) indépendant(s), etc.).

Si un plan de prévention est exigé, il sera rédigé conjointement par le responsable de l'entreprise extérieure et l'entrepreneur. L'arrêté du 19 mars 1993 fixe la liste des travaux dangereux pour lesquels le chef d'entreprise intervenant dans une autre entreprise doit établir un plan de prévention, quel que soit le nombre d'heures travaillées.

L'entrepreneur prendra en charge la rédaction du protocole de sécurité pour les opérations de chargement et de déchargement.

Si nécessaire, et avant intervention, l'entrepreneur doit solliciter le maître d'ouvrage pour demander l'autorisation de travailler par point chaud. En retour, et avant le début des opérations, le permis de feu est transmis à l'entreprise pour accord et signature. L'entrepreneur devra rédiger le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), avant le début des travaux et dans un délai de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître d'ouvrage (huit jours pour les travaux de second œuvre).

L'entrepreneur se chargera d'établir les notices de postes sur la base de l'évaluation des risques du document unique.

L'entrepreneur devra mettre en place les documents pour maîtriser les travaux réalisés en présence d'amiante :

- un mode opératoire pour toute intervention sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante (travaux dits de « sous-section 4 ») ;
- un plan de retrait, de démolition ou d'encapsulage pour les travaux de retrait, de démolition ou d'encapsulage de matériaux amiantés (travaux dits de « sous-section 3 »).

Textes de référence :

- principes généraux de prévention :
 - article L. 4121-2 du Code du travail.
- plan de prévention :
 - articles R. 4512-6 à R. 4512-12 du Code du travail (plan de prévention),
 - article R. 4514-2 du Code du travail (information du CHSCT),
 - article R. 4513-4 du Code du travail (mise à jour du plan de prévention),
 - arrêté du 19 mars 1993 (liste des travaux dangereux).
- équipements de protection individuelle (EPI) :
 - articles R. 4311-8 à R. 4311-11 du Code du travail,
 - articles L. 4321-1 à L. 4321-5 et R. 4321-4 à R. 4322-3 du Code du travail (règles générales),
 - articles R. 4323-91 à R. 4323-106 du Code du travail (conditions d'utilisation, vérifications, formation et information),
 - arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- affichage obligatoire :
 - articles D. 4711-1, R. 4227-37 et R. 4323-76 du Code du travail.
- coordination SPS :
 - articles R. 4532-1 à R. 4532-98 du Code du travail.
- PPSPS :
 - articles L. 4532-9 et R. 4532-56 à R. 4532-76 du Code du travail.
- apprentis :
 - décret n° 2015-443 et décret n° 2015-444 relatifs aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans,
 - articles L4153-1 à L4153-9, D4153-1 à R4153-52 du Code du travail (jeunes travailleurs).
- travail en hauteur :
 - articles R. 4323-58 et suivants du Code du travail (dispositions générales),
 - article R. 4534-3 et suivants du Code du travail (dispositions de chantiers),
 - article L. 4731-1 du Code du travail (arrêt de chantier),
 - décret n° 2015-444 du 17 avril 2015 modifiant les articles D. 4153-30 et D. 4153-31 du Code du travail (relatif à l'affectation des jeunes âgés de moins de dix-huit ans à des travaux temporaires en hauteur),
 - Décision d'exécution (UE) 2015/2181 de la Commission du 24 novembre 2015 portant publication, avec restriction, au Journal officiel de l'Union européenne de la référence à la norme EN 795:2012, Équipements de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs d'ancrage, en application du règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil,
 - Décision déléguée (UE) 2018/771 de la Commission du 25 janvier 2018 relative au système applicable pour l'évaluation et la vérification de la constance des performances des dispositifs d'ancrage utilisés pour les ouvrages de construction et destinés à

prévenir ou arrêter les chutes de hauteur de personnes, conformément au règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil,

- NF EN 795 (mars 2016) : Équipement de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs d'ancrage (Indice de classement : S71-513),
- NF EN 1496 (février 2017) : Équipement de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs de sauvetage par élévation (Indice de classement : S71-515).

1.1.4. Spécifications générales

Prestations à la charge de l'entreprise

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprendront implicitement :

- l'aménée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations du chantier ;
- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- la réception de l'état des supports en présence du maître d'œuvre et de l'entrepreneur ayant réalisé les supports ;
- le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception ;
- la protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- l'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- l'établissement des plans d'exécution dans les cas où ils sont à sa charge selon le CCAP ;
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- la fixation par tous moyens des ouvrages ;
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, etc. des ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- la mise à jour, ou l'établissement, de tous les plans « comme construit » pour être remise au maître d'ouvrage à la réception des travaux ;
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;
- et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux ;
- les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- le ramassage et la sortie des déchets et emballages ;
- le tri sélectif des emballages et des déchets et l'enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur.

Démarches et autorisations administratives

L'entrepreneur aura à sa charge la demande de toutes les autorisations de voirie auprès de la commune et des déclarations d'intention de commencement des travaux auprès des concessionnaires de réseaux.

Travaux spéciaux

Dans tous les cas où il est prévu dans le marché certains travaux spéciaux pour lesquels l'entrepreneur titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle, le maître d'œuvre sera en droit d'exiger que les travaux concernés soient sous-traités à un entrepreneur spécialiste qualifié.

Le choix du sous-traitant sera alors à soumettre au maître d'ouvrage pour accord.

Règles d'exécution générales

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage. À ce sujet, il est formellement précisé à l'entreprise qu'il lui sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tout point aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la

nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un Avis Technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

Percements, rebouchages, scellements, raccords, etc.

L'entrepreneur aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, scellements, rebouchages, incorporation au coulage, etc. éventuellement nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages.

Protection des ouvrages

Les travaux de l'entreprise comprennent la protection des supports neufs ou existants par tout moyen à sa convenance, adapté au support et à l'ouvrage.

Nettoyage de chantier

L'entrepreneur devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Il aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage. Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façade, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

Un nettoyage et ramassage des déchets se fera quotidiennement par chaque intervenant.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et l'entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres, devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état. L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître d'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

1.1.5. Prescriptions particulières concernant les travaux en réhabilitation

Reconnaissance des existants

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir procédé sur le site à la reconnaissance des existants avant remise de leur offre.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- l'état général des existants et leur degré de conservation ;
- l'état de vétusté de certains éléments existants, le cas échéant ;
- la nature des matériaux constituant les existants ;
- l'origine et la provenance des matériaux, matériels et équipements devant être remplacés pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou, au contraire, par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché ;
- les principes constructifs des existants et plus particulièrement les structures porteuses ;
- la nature et la constitution des planchers et leur flexibilité ;
- l'état de conservation et d'entretien des équipements techniques tels que les installations sanitaires, l'électricité et les installations de chauffage, le cas échéant ;

Et, en général, tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.

S'agissant des constructions mitoyennes concernées par les travaux, l'entrepreneur est également contractuellement réputé :

- avoir visité les lieux ;
- avoir pris connaissance du type, de la nature et de l'état de conservation des constructions concernées ;
- avoir pris connaissance des plans de ces constructions dans la mesure où ils existent pour en connaître les principes de structure ou, à défaut, avoir déterminé par tous moyens ces principes de structure ;
- avoir procédé à toutes les investigations qu'ils auront jugées utiles, sur ces constructions ;

L'offre de l'entreprise est donc contractuellement réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

En résumé, l'entrepreneur est donc réputé avoir connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Protections des ouvrages existants

Lors de toute exécution de travaux dans des ouvrages existants, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Devront particulièrement être protégés dans la mesure où ils ne sont pas à remplacer dans le cadre des travaux prévus :

- les revêtements de sol et plus particulièrement ceux en tapis textile, moquette, parquets, ainsi que ceux en marbre ou pierre, le cas échéant ;
- les escaliers, et plus particulièrement ceux en bois et ceux avec revêtements textiles et moquette ;
- les ouvrages en bois apparent, le cas échéant ;
- les appareils sanitaires et robinetteries ;
- le mobilier

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

Mesures de conservation des ouvrages existants

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Elles pourront être selon le cas des planchers et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastiques, des écrans antipoussières, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par l'entreprise lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition de l'entreprise en début de travaux.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

Mesures de conservation des abords

Sans objet

États des lieux

Le maître d'ouvrage fera établir un état des lieux des existants avant le début des travaux et à la fin des travaux.

- Les frais de ces états des lieux seront supportés par l'entrepreneur.

Plans des existants

- Les plans des existants suivants sont annexés au dossier

Dimensions des existants

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel.

Il en est de même pour ce qui est des cotes et des dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir, avant la remise de son offre, procédé sur le site au

contrôle des dimensions des ouvrages de son lot.

Au moment des travaux, l'entrepreneur procédera, sous sa seule responsabilité, à la totalité des levées de cotes qui lui sont nécessaires.

Travaux de dépose et de démolition

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et les moyens de dépose sont laissés au choix de l'entrepreneur qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

Matériaux et matériels de récupération

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et des démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile.

Les sujétions de récupération font partie du prix des marchés.

En dehors de ces matériaux récupérés et rangés, l'entrepreneur aura la liberté de récupérer tous les matériaux de son choix, mais il devra les évacuer du chantier en même temps que les gravois.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à l'entrepreneur qui pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

Échafaudages, agrès, protections, etc.

Les prix du marché comprendront implicitement tous les échafaudages, agrès, etc. nécessaires pour réaliser les travaux, ainsi que tous les garde-corps, garde-gravois, platelages, écrans, etc. nécessaires pour assurer la sécurité.

Emploi de gros engins mécaniques

Dans le cas de travaux de gros œuvre et compte tenu des conditions du chantier, l'attention de l'entrepreneur est attirée sur le risque que pourrait éventuellement présenter l'utilisation de gros engins pour l'exécution de certains travaux.

À ce sujet, il est formellement spécifié que l'emploi de tels engins ne devra en aucun cas :

- causer des vibrations telles qu'elles seraient perceptibles dans les constructions ;
- entraîner par suite des manœuvres et des vibrations des désordres aux existants si minimes soient-ils.

Stockage de matériaux dans l'existant

Aucun stockage de matériau et aucun atelier de chantier ne devront être établis sur les planchers existants.

En ce qui concerne le stockage de matériaux à court terme, qui est pour certains travaux indispensable à l'avancement normal des travaux, il appartiendra à l'entrepreneur de prendre toutes dispositions pour éviter que les planchers existants prennent une flèche si minime soit-elle.

En cas de non-respect par l'entrepreneur de cette prescription, le maître d'œuvre pourra immédiatement prendre les mesures qui s'imposent, aux frais de l'entrepreneur.

Percements, scellements, rebouchages :

Tous les percements, trous de scellements, tranchées, saignées, scellements, rebouchages, etc., dans les murs, cloisons, planchers, etc., existants, nécessaires pour les travaux, seront réalisés par l'entrepreneur, avec toutes les précautions requises afin de ne pas détériorer les ouvrages existants.

L'entrepreneur aura également à réaliser les raccords de plâtre ou autres, selon le cas.

Percements - Trous de scellement - Tranchées – Saignées :

Ces percements, passages, trous de scellement, tranchées, saignées, etc. devront être exécutés avec toutes les précautions requises afin de ne pas détériorer les ouvrages existants.

Scellements :

Dans le cas général, les scellements se feront au mortier de ciment et sable fin ou autre mortier adapté (les cales en bois ou autre matériaux non adaptés dans les scellements sont interdites).

Dans le cas de scellement dans parois extérieures en matériaux isolants, le scellement devra, dans la mesure du possible, être réalisé avec des matériaux identiques.

Dans les éléments montés au plâtre et ceux enduits au plâtre, les scellements se feront au plâtre.

Rebouchages :

Mêmes prescriptions que pour les scellements en ce qui concerne les matériaux à employer.

Fourreaux :

Dans tous les autres cas, leur longueur devra être telle que leur extrémité affleure le nu fini de l'ouvrage dans la mesure du possible, mais en aucun cas, il ne sera toléré des fourreaux en retrait par rapport au nu fini de l'ouvrage.

Dans le cas où un isolement phonique est nécessaire entre locaux, le vide entre le fourreau et le tuyau devra être bourré avec un matériau isolant, sauf au cas où pour des raisons de dilatation, un jeu plus important doit être prévu.

Raccords :

Les raccords seront toujours réalisés en matériau strictement de même nature que le parement concerné. La finition des raccords devra être parfaite, leur arasement strictement au même nu, aucune marque de reprise ne devra être visible, etc.

Raccords de peinture :

Sur les parois et plafonds conservés dans leur état actuel :

- les raccords de peinture seront à la charge de l'entrepreneur, ceux-ci seront à réaliser par peinture d'un ton adapté.

1.1.6. Prescriptions particulières concernant les travaux en site occupé

Préambule

A. Adaptation de l'entreprise

Afin de réduire au maximum la gêne causée aux occupants, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et faire preuve d'une grande capacité d'adaptation pour répondre aux différents cas et conditions particulières rencontrées.

B. Dispositions à prendre pour réduire les nuisances inévitables

L'entrepreneur sera tenu de prendre toutes dispositions en ce qui concerne notamment :

- les ouvriers et leur nombre intervenant dans un même logement ;
- l'outillage et les appareils et machines utilisés ;
- le mode d'exécution des travaux ;
- les protections mises en place ;
- les mesures de sauvegarde des existants tels que revêtements de sols, peintures, papiers peints, mobiliers et équipements pour réduire et atténuer au maximum les nuisances apportées aux occupants par l'exécution des travaux.

Ces nuisances ressenties par les occupants sont essentiellement les suivantes :

- existants détériorés ;
- défaut de nettoyage journalier des logements ;
- obligation de déplacement des meubles et appareils de cuisine et autres ;
- difficultés d'utilisation de certaines pièces du logement ;
- bruits ;
- poussières ;
- nuisances consécutives au mauvais enchaînement des travaux (non respect des horaires fixés, interruption, absence ou nombre d'ouvriers irréguliers, etc.) ;
- coupures eau, électricité et évacuation ;
- gêne causée lors du remplacement des appareils sanitaires ;
- perte de jouissance momentanée de plusieurs pièces du logement ;
- impossibilité d'utilisation des ascenseurs ;
- non prise en compte des cas d'occupants âgés ou handicapés ;
- perturbations de l'emploi du temps des occupants ;
- incidences des travaux sur les travaux de rénovation réalisés par les occupants ;
- perte de jouissance momentanée et partielle du jardin ;
- crainte des inondations lors des travaux de plomberie et des essais des installations ;
- sentiment d'insécurité des personnes seules dû à la présence des ouvriers ;

Les dispositions essentielles à prendre par l'entrepreneur pour réduire ou atténuer ces nuisances sont précisées ci-après, mais l'entrepreneur devra prendre toutes autres dispositions nécessaires, même non décrites ci-après.

Programmation des interventions - Ouvriers - Matériels

A. Ouvriers intervenants dans les travaux à l'intérieur

En ce qui concerne les ouvriers intervenant à l'intérieur :

- ils devront être nominativement présentés au démarrage des travaux ;
- ils devront obligatoirement porter une combinaison spécifique à l'entreprise, ou à défaut un badge avec le nom de l'entreprise ;

B. Matériels et outillages

L'entrepreneur devra, dans la mesure du possible, utiliser les matériels suivants :

- postes de soudure portatifs ;
- équipements sur accumulateurs pour éviter les câbles et rallonges électriques ;
- équipement de carottage pour les percements importants ;
- aspirateur de type industriel pour les nettoyages ;
- housses plastiques en nombre suffisant pour la protection du mobilier.

Autres spécifications et prescriptions

A. Travaux générant de la poussière

Pour les travaux générant de la poussière, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour éviter ou tout au moins limiter la propagation de cette poussière, par tous moyens tels que :

- aspirateur industriel à utiliser à proximité immédiate de la source de poussière ;
- confinement de l'emplacement des travaux sources de poussières par bâchage, film plastique ou autre ;
- humidification au fur et à mesure sauf si cette humidification risque d'engendrer des dégâts ;
- etc.

B. Mobiliers et équipements

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux dans les différents locaux, l'entrepreneur devra assurer la protection des mobiliers et équipements par des housses en plastique.

Les protections devront être d'une absolue efficacité et empêcher toute dégradation si minime soit elle des objets protégés.

Les équipements devront de plus être protégés contre la pénétration des poussières.

L'entrepreneur aura également à sa charge, l'enlèvement et la remise en place, avec tous les soins requis, des mobiliers et équipements, indispensables pour permettre l'exécution des travaux.

C. Protection des sols et escaliers

Les sols devront être protégés par bâche ou film plastique partout où ils pourraient subir des brûlures, salissures ou dégradations du fait des travaux.

Il en sera de même des escaliers, qui devront être recouverts d'une bâche ou d'un film plastique d'épaisseur suffisante.

Ces protections devront être parfaitement maintenues afin de ne pouvoir se déplacer par les déplacements de personnes ou autres.

Des protections en papier fort ou carton ne seront pas admises.

Les fixations des protections devront être révisées tous les matins avant début de travaux.

D. Coupures d'électricité, d'eau et d'évacuation

Les coupures indispensables à l'exécution des travaux devront être de la plus courte durée possible, et ceci tout particulièrement en ce qui concerne l'électricité.

L'entrepreneur devra toujours informer les occupants et obtenir leur accord à l'avance de l'horaire de la coupure et de sa durée.

E. Nettoyages

En complément aux prescriptions ci-avant, il est précisé en ce qui concerne les nettoyages.

Le nettoyage sera à effectuer :

- immédiatement après chaque intervention dans un local.

Lors de chaque nettoyage, les gravois et déchets seront immédiatement sortis du bâtiment.

L'entrepreneur prendra toutes dispositions lors de ces nettoyages pour que ceux-ci n'engendrent pas de poussières ou autres nuisances, il emploiera à cet effet des aspirateurs de type industriel.

Les gravois, déchets, emballages ne devront en aucun cas être mis en vrac aux abords du bâtiment, ils seront mis en sac et enlevés tous les soirs, les abords devant toujours rester impeccablement propres.

Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra faire intervenir une société de nettoyage, les frais en seront supportés par l'entreprise.

F. Mesures de conservation des revêtements de sols et peintures

L'entrepreneur devra prévoir toutes dispositions pour ne causer aucune dégradation aux revêtements de sols et pour limiter au maximum les dommages aux peintures et papiers peints au droit des percements, fixations et autres.

G. Raccords de plâtre et de peinture

Le cas échéant, les raccords de plâtre au droit des percements, scellements, fixations ou autres seront réalisés par l'entrepreneur.

En ce qui concerne les raccords de peinture et papiers peints :

- les raccords de peinture et papiers peints ne font pas partie des marchés.

H. Cas de dégradations constatées aux existants et aux mobiliers

Lors de la réception des travaux, l'état des locaux sera comparé avec celui consigné sur l'état des lieux établi avant le début des travaux.

Dans le cas de dégradations constatées, les frais de remise en état seront à la charge de l'entrepreneur.

I. Nuisances sonores des occupants

L'entrepreneur devra veiller à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation, et il aura à prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il sera demandé à l'entrepreneur de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix du marché.

. Les travaux pouvant être réalisés dans un autre lieu que celui de l'intervention le seront systématiquement (préparations à réaliser à l'atelier ou dans des locaux autres que les locaux communs sur lesquels donnent des locaux privés)

. Le matériel électrique est de type portable

. En cas de gêne signalée par les occupants, les travaux seront stoppés, et une solution sera proposée par l'entreprise

J - Nuisances sonores des avoisinants

A défaut de restriction plus contraignante, les niveaux de bruit en limite de propriété suivants seront respectés les jours ouvrables :

Période Niveaux de bruit

Entre 7h00 et 19h30 : 75 dB(A) en limite de chantier, avec des pics maximaux à 85 dB(A)

Entre 19 h 30 et 22 h : Emergence inférieure à 5 dB(A)

Entre 22 h et 7 h le lendemain matin : Emergence inférieure à 3 dB(A)

Entre le samedi soir 19 h 30 et le lundi matin 7 h (ou respectivement la veille et lendemain de jours fériés), l'émergence due au chantier sera inférieure à 3 dB(A)

Le Maire possède le pouvoir de police et peut par conséquent prendre un arrêté, suite à une plainte, réduisant la marge de manoeuvre des entreprises (horaires de travail).

Des mesures acoustiques sont effectuées par un prestataire lors des visites de chantier trimestrielles, à la demande du Maître d'Ouvrage

K - Rejets dans l'air

. Le matériel de ponçage est impérativement muni d'un aspirateur

. Le nettoyage de chantier est effectué à l'aide d'un aspirateur

. Des arrosages réguliers du sol sont effectués afin d'éviter la production de poussières en période sèche

. Le matériel électrique est préféré au matériel thermique pour la réalisation des travaux

. Les envois de matériaux sont évités en adaptant les techniques de construction (polystyrène...)

. Les stockages de matériaux légers seront munis de couvercles ou tout dispositif ayant les mêmes effets

L Horaires d'intervention

Sauf cas d'urgence les travaux devront être réalisés aux heures ouvrables :

Du lundi au vendredi : de 8h00 à 2h00 et de 14h00 à 18h00

Les travaux sont à réaliser pendant les périodes d'inoccupation de l'amphithéâtre.

Dates et heures à convenir

M - Sécurité des occupants et visiteurs

Lors de son intervention, l'entrepreneur veille à maintenir les conditions de sécurité existantes et notamment à maintenir les accès et cheminements de fuite et de sorties en parfait état.

Les matériels et outillages, ainsi que les échelles et échafaudages, dès lors qu'ils présentent un risque notamment vis-à-vis des enfants, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent aucun danger. L'entrepreneur aura l'obligation de disposer des éléments de signalétique balisant sa zone d'intervention et prendre toutes les mesures empêchant l'accès au public lorsque sa prestation aura lieu dans les parties communes sans empêcher le passage des issues de secours.

N - Pénalités encourues

En cas de manquement aux obligations énoncées ci-avant les entreprises acceptent le principe de l'action correctrice immédiate et à leurs frais.

En cas de manquements répétitifs, les entreprises concernées s'exposent à l'application des pénalités ou retenues consécutives à leurs carences, à hauteur des sommes énoncées ci-après.

Si l'auteur d'un non respect des obligations énoncées dans la charte « chantier propre » ne peut être identifié, les montants des pénalités seront répartis à part égale entre toutes les entreprises présentes lorsque l'infraction est constatée.

Des pénalités seront appliquées pour chacune des infractions suivantes :

- . dépôt de déchet(s) dans une benne non appropriée : 500€ HT
- . dépôts sauvages ou enfouissement de déchets : 1000€ HT
- . stockage de produits ou matériels en zone interdite : 150€ HT
- . matériel de chantier non-conforme : 150€ HT / jour de présence
- . non respect du plan de circulation : 500€ HT
- . nettoyage non effectué : 60€ HT / heure de nettoyage
- . non respect de toute autre disposition : 75€ HT

En cas d'infractions répétées, les pénalités se cumuleront. Les sommes retenues seront réinvesties dans l'amélioration des conditions de travail et pour la sensibilisation des compagnons.

1.1.7. Prescriptions particulières concernant tous les lots

Il est demandé aux soumissionnaires, en regard de chaque article dont la quantité est spécifiée d'indiquer la quantité qu'elle aura calculée, les prix unitaires comprenant la fourniture, la pose et le raccordement. Le soumissionnaire devra prévoir dans son prix l'ensemble des frais de reproductions d'originaux, de tirages de documents et de plans fournis aux différents intéressés (Maître de l'Ouvrage, Maître d'Œuvre, Coordinateur, Entrepreneurs, Bureau de Contrôle, Services Administratifs, etc...). Ces frais sont spécifiques au présent lot et doivent être inclus par l'entrepreneur dans son chiffrage, même en cas de clause contraire dans tout autre cahier des charges.

Le devis est à établir en fonction des conditions économiques en vigueur à la date de la soumission. Lorsqu'il existe un cahier des charges générales de l'opération, établi par le Maître d'Œuvre, l'entrepreneur du présent lot est tenu d'en prendre connaissance, et de s'y conformer scrupuleusement. Au plus tard un mois après attribution, l'entreprise fera ses observations concernant les quantités de son marché. Passé ce délai, les quantités sont réputées acceptées sans réserve.

A. Prix et quantités

Les indications du descriptif, du DPGF et/ou BPU et des plans doivent être contrôlées et étudiées par l'entreprise, qui engage sa responsabilité.

Les indications n'ont pas de caractère limitatif, les ouvrages devront ainsi être réalisés jusqu'à leur complet achèvement dans le cadre du marché.

L'entreprise est réputée avoir compris dans son offre la totalité des pièces, accessoires etc... nécessaire à l'exécution des ouvrages, y compris dans le cadre de l'intervention des autres corps d'état.

Les quantités sont calculées à titre indicatif et il appartient à l'entreprise de les recalculer pour faire son offre.

B. Mode de métré

Toutes les quantités font partie de la masse du forfait des travaux.

Toutes les quantités sont des quantités en œuvre, sans prise en comptes de pertes, chutes, recouvrements, foisonnements, etc

C. Qualifications

Le soumissionnaire devra remettre une copie de sa carte de qualification professionnelle valable pour l'année en cours.

Le certificat de qualification fourni par l'O.P.Q.C.B. mentionnera la qualification du corps d'état demandé ainsi que la classification pour l'importance de l'entreprise.

Pour les travaux hors qualification, joindre liste de références.

D. Plans et études d'exécution – synthèse – Plans d'atelier et de chantier

Travaux et études à la charge des entreprises :

- . Etablissement des études d'exécution de sa spécialité, y compris notes de calcul
- . Plans d'exécution
- . Synthèse avec les autres lots,
- . Plans d'atelier et de chantier

Les plans et dessins devront faire apparaître tous les détails d'exécution d'assemblages, de fixation, etc. ; ils seront cotés, établis à une échelle en rapport aux dimensions des ouvrages.

Tous les plans, dessins, notes de calcul seront remis au maître d'œuvre en temps voulu en fonction du planning d'exécution et au plus tard 1 mois après ordre de service de démarrage.

E. Echantillons et prototypes

L'entrepreneur devra sans plus-value, et à la demande de l'Architecte, présenter les échantillons de matériaux, et éventuellement réaliser des prototypes.

Dans ce cas, ces échantillons ou prototypes, s'ils sont acceptés, serviront d'éléments de référence pour les travaux.

Tous les matériaux ou ouvrages non conformes seront refusés.

1.1.8. Installations communes du chantier et gestion du compte prorata

Se référer aux documents du Maître d'Ouvrage

1.1.9. Limites de prestation

A la charge du lot mobilier :

- . Dépose des ouvrages existants sièges
- . Pose à neuf des sièges

A la charge du lot tablettes :

- . Dépose des ouvrages existants tablettes
- . Pose des tablettes

A la charge du lot Eclairage :

- . Moyens d'accès aux plafonds
- . Dépose des luminaires à remplacer et pose des luminaires neufs
- . Adaptations des réservations dans les faux plafonds

1.2 - CLAUSES GENERALES PROPRES AU PRESENT LOT

1.2.1. Objet des travaux

Se référer au chapitre clauses communes propres au chantier : « objet du chantier »

Les ouvrages finis devront être en tout point conformes aux exigences de la réglementation de sécurité et d'accessibilité concernant ce type d'établissement.

1.2.2. Documents techniques contractuels

Les travaux du présent lot seront exécutés selon les règles de l'art et en conformité avec l'ensemble des règlements et normes suivants :

- . Normes Françaises.
- . Normes Européennes, normes Eurocodes.
- . Recommandations professionnelles et publications diverses des Chambres Syndicales et Organismes Professionnels.
- . Avis techniques publiés par le CSTB.
- . La liste ci avant n'est pas limitative, l'entrepreneur est réputé connaître l'ensemble de la réglementation applicable aux travaux dont il a la charge. Il devra se référer à tous les règlements, lois, arrêtés, etc ... en vigueur à la date de signature du marché.
- . Les documents normatifs applicables aux marchés de travaux de bâtiment (DTU).
- . Les produits devront être fabriqués selon les normes NF ou équivalent européen et référencées au CTBA

Tous les produits et matériaux utilisés par l'entrepreneur devront être rigoureusement compatibles : entre eux ; avec les supports ; et d'une façon générale, avec tous les matériaux avec lesquels ils seront susceptibles d'être en contact.

Au cas où l'Architecte aurait prescrit dans les documents d'appel d'offres l'utilisation de matériaux incompatibles, l'entrepreneur devra obligatoirement le signaler à l'appui de son offre et proposera soit le changement des matériaux incriminés, soit des produits ou accessoires permettant de remédier à des désordres éventuels.

1.2.3. Installations communes propre à l'entreprise

Travaux sous plan de prévention conformément aux indications du maître d'Ouvrage.

1.2.4. Présence de plomb et d'amiante

Le maître d'Ouvrage fera réaliser avant démarrage des travaux un diagnostic de repérage de présence d'amiante et de plomb avant travaux. Ces documents seront diffusés aux entreprises.

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que dans le cas où le diagnostic n'a pas repéré la présence d'amiante ou de plomb, le risque de présence de ces matériaux subsiste.

Il est ainsi demandé aux entreprises lors de leurs interventions de :

- . Signaler les matériaux qui à sa connaissance seraient susceptibles de contenir de l'amiante ou du plomb et qui n'ont pas fait l'objet d'analyse ou d'avis.
- . Stopper tous travaux en cas de doute.

L'entreprise devra prendre connaissance des diagnostics déjà réalisés par le maître d'Ouvrage.

De l'amiante a été repérée dans les sols existants (hors périmètre intervention).

La présence de plomb a également été repérée sur les ouvrages existants.

1.2.5. Protection des existants

L'entreprise prendra toutes les dispositions afin de protéger les abords sur domaine public (revêtements de trottoirs, pavés, bordures etc...) et les ouvrages existants conservés.

La remise en état éventuelle suite à dégradations est comprise dans les travaux du présent lot

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des lieux.

Il ne pourra, donc, après le dépôt de leurs offres se prévaloir d'erreurs ou d'omissions dans les documents qui lui auront été remis.

Cette reconnaissance, à effectuer, portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- . avoir visité les lieux ;
- . avoir pris parfaite connaissance du type, de la nature et de l'état de conservation des existants ;
- . la connaissance des travaux à réaliser, de leur nature, de leur importance ;
- . des difficultés d'exécution, d'approvisionnement ;
- . l'accessibilité au chantier pour ses engins et ses matériels ;
- . des protections nécessaires aux travaux demandés ;

Tous ces points sont réputés être inclus dans la valeur des prix unitaires ou forfaitaire de l'ensemble du chantier. En général sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot et sur leur coût.

Les travaux comprennent le cas échéant, la dépose et repose des plaques existantes apposées par les services des réseaux (gaz électricité, eau etc...).

1.2.7. Dossier de phase de préparation :

Dossier à produire pendant la phase de préparation, et au plus tard 1 mois après signature du marché. Compris diffusion aux intervenants concernés. Ces documents concernent également les éventuels sous-traitants :

- . Indication des coordonnées de la personne en charge du suivi
- . Planning détaillé des tâches unitaires avec prise en compte des risques d'intempérie
- . Périodes de congés
- . Durée et moyens d'approvisionnement, y compris vérification auprès des fournisseurs
- . Stockage sur site et manutention, moyens de levage
- . Gestion de la qualité
- . La demande d'agrément des sous-traitants amenés à intervenir sur le chantier,
- . Présentation des éléments concernant la santé et la sécurité sur chantier
- . Les notes de calcul le cas échéant (dimensionnement eaux pluviales et autres)
- . Plans et coupe détaillée de chaque ouvrage, des relevés, implantation des ouvrages, plans de réservation
- . Note concernant les besoins auprès des autres lots (besoins dont le présent lot a l'usage, besoins dont les autres lots auraient l'usage)
- . La documentation complète et technique des matériaux utilisés et les justificatifs (avis techniques, respect des normes, certificats divers)
- . DICT (déclaration d'intention de commencement des travaux) à réaliser au plus tard 1 mois avant démarrage des travaux
- . La ou les demandes d'occupation du domaine public pour la durée des travaux le cas échéant

Etablissement du plan de contrôle qualité de l'entreprise, comprenant :

- . Le (ou les) schéma(s) de PQ de (ou des) entreprises
- . L'organisation du contrôle extérieur
- . Le recensement des points critiques et des points d'arrêts
- . Les dispositions acceptées pour démontrer la qualité des matériaux et produits

Les travaux ne pourront démarrés et a fortiori être payés avant production de tous les documents demandés.

Le dossier ainsi établi est tenu à jour par l'entreprise tout au long du déroulement des travaux et à chaque modification.

1.2.8. Coordination avec les autres corps d'état

L'entreprise titulaire du présent lot doit se mettre en rapport avec tous les autres corps d'état pour régler les détails d'exécution et en particulier les interférences entre les lots.

A. Généralités

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes les dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

À aucun moment durant le chantier, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

L'entrepreneur du présent Lot sera tenu de fournir, en phase préparation de chantier, tous les plans d'exécution, les renseignements et les précisions concernant les dispositions ayant une incidence sur les autres corps d'état.

En cas d'erreur, de retard de transmission des documents ou d'omission, cet entrepreneur aura à supporter toutes les conséquences qui en découleront, tant sur ces propres travaux, que sur ceux des autres corps d'état.

En tout état de cause, l'entrepreneur du présent marché ne pourra en aucun se prévaloir ensuite, de manque de renseignements ou autres pour réclamer un supplément aux prix ou de délai de son marché.

B. Coordination avant et pendant les travaux

Au cours de la période de préparation, l'entrepreneur du présent Lot devra :

- remettre aux entreprises concernées, avec copie au maître d'œuvre, toutes les indications relatives à l'état de livraison, à la préparation, etc. des supports destinés aux travaux du présent Lot ;
- remettre aux autres entreprises intéressées, toujours avec copie au maître d'œuvre, tous les renseignements et éléments nécessaires pour guider les dites entreprises dans la préparation ou l'exécution des ouvrages pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent Lot.

En complément aux prescriptions des DTU, l'entrepreneur sera tenu :

- de s'informer auprès du maître d'œuvre des éventuelles sujétions particulières pouvant découler des conditions d'exploitation des locaux et pouvant avoir une influence sur ses travaux ;
- de prendre contact en temps opportun avec les entrepreneurs des autres corps d'état afin de prendre conjointement toutes les dispositions pour assurer une parfaite coordination de leurs travaux respectifs.

1.2.9. DOE

En fin de travaux, et en tout état de cause 1 mois avant réception, l'entreprise remettra son DOE (dossier des ouvrages exécutés).

Il est convenu que le prix de réalisation du dossier DOE est compris dans les prix unitaires et représente 5% du montant des travaux.

Les dossiers DOE au format PDF comprendront les éléments transmis au démarrage ou en cours de chantier éventuellement complétés selon liste ci-dessous :

- 1 Plans de récolement et détails des ouvrages tels qu'exécutés,
- 2 Notes de calculs mises à jour,
- 3 Avis techniques,
- 4 Notices techniques des produits et équipements,
- 5 Schémas,

- 6 Liste et coordonnées des fournisseurs et des produits utilisés avec leur localisation, les durées et conditions de garantie des fournisseurs.
- 7 Liste des pièces de rechange fournies, et liste des pièces de rechange préconisées,
- 8 Rapport et PV d'essais et fiches d'autocontrôles, fiches d'essai de fonctionnement,
- 9 Notices et carnets de fonctionnement, d'entretien et de maintenance, et l'ensemble des documents constitutifs du dossier DIUO (notices d'exploitation, d'entretien et de dépannage),
- 10 Rapports d'essai AQC
- 11 Fiches de recettes ou d'essais en usine,
- 12 Relevé des performances spécifiques.

Les plans de récolement seront intégrés dans les dossiers DOE et remis en autant d'exemplaires papiers que de dossier DOE remis. L'exemplaire informatique sur support CD comprendra les plans en version PDF ainsi qu'en version dwg.

Présentation du DOE :

Le DOE est présenté sous forme de 1 classeur pour chaque exemplaire avec :

- . Mention « DOE » + date et le nom de l'entreprise et du chantier sur la tranche
- . 12 Intercalaires selon plan défini ci-dessus
- . Intercalaire transparente avec le CD

Le DOE est remis sous format informatique (PDF) et les plans sous format PDF et DWG et est transmis sur une clef USB ou tout autre support lisible sur un ordinateur.

1.3 - DESCRIPTION DES TRAVAUX

Y compris nettoyage final en fin de travaux par aspiration et nettoyage à l'eau des surfaces.

1.3.1 Déposes

1.3.1.1 - Dépose et évacuation des assises

Travaux comprenant :

- . Dépose des assises de l'amphithéâtre par démontage, y compris accessoires tels que barres de butée et de rotation.
- . Transport, évacuation au centre de tri adapté, y compris frais de décharge et de tri.

Localisation : amphithéâtre Maresquelle toutes les assises

1.3.1.2 - Dépose et évacuation des dossiers

Travaux comprenant :

- . Dépose des dossiers de l'amphithéâtre par démontage, y compris accessoires
- . Transport, évacuation au centre de tri adapté, y compris frais de décharge et de tri.

Localisation : amphithéâtre Maresquelle tous les dossiers

1.3.2 Prototypes

1.3.2.1 - Prototype d'assise en bois

Travaux comprenant :

- . Fourniture et pose d'un prototype d'assise selon plans et croquis architecte et dessins de l'entreprise, pour essais.

Fourniture et pose d'un deuxième prototype le cas échéant.

Les prototypes devront comporter toutes les finitions définitives afin également de pouvoir juger l'esthétique des ouvrages.

Localisation : amphithéâtre Maresquelle emplacement à déterminer par l'architecte

1.3.2.2 - Prototype de dossier en bois

Dito ci-dessus pour dossier

Localisation : amphithéâtre Maresquelle emplacement à déterminer par l'architecte

1.3.3 Assises en bois

Travaux comprenant :

Sur la base du prototype validé par le Maître d'œuvre :

- . Fourniture et pose d'assises rabattables selon plans et croquis architecte et dessins de l'entreprise,
- . Classement de résistance au feu de type M3

Composition de l'assise :

- . Fixation sur supports existant
- . Panneau de bois ergonomique,
- . En panneau multiplis de hêtre double galbe et chants arrondis
- . Système silencieux
- . Axe de rotation en acier inoxydable
- . Axe de butée en acier inoxydable
- . 2 ressorts de renvoi

Finitions :

- . Bois : vernis naturel ou teinté selon choix Maître d'œuvre
- . Classement A+ de la peinture ou du vernis

Y compris :

- . Petites pièces et ajustements éventuels
- . Montage, mise en place, essais

Localisation : amphithéâtre Maresquelle remplacement de toutes les assises

1.3.4 Dossiers en bois

Travaux comprenant :

Sur la base du prototype validé par le Maître d'œuvre :

- . Fourniture et pose de dossiers fixes selon plans et croquis architecte et dessins de l'entreprise, .
- . Classement de résistance au feu de type M3

Composition :

- . Fixation sur supports existant
- . Panneau de bois ergonomique,
- . En panneau multiplis de hêtre double galbe et chants arrondis

Finitions :

- . Bois : vernis naturel ou teinté selon choix Maître d'œuvre
- . Classement A+ de la peinture ou du vernis

Y compris :

- . Petites pièces et ajustements éventuels
- . Montage, mise en place, essais

Localisation : amphithéâtre Maresquelle remplacement de tous les dossiers